

*Article 29 du Règlement*

On peut penser à des historiens et des anthropologues plus contemporains qui ont exploré ce que le commerce des fourrures représentait pour les autochtones du Canada. Ils se mirent à participer aux activités de transport et, pour ce faire, ils se fixèrent sur les rives de la baie de James ou d'Hudson, de façon à commercer avec les agents et les facteurs de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Ils participèrent peut-être aussi aux activités de chasse pour ceux qui se livraient au commerce des fourrures.

Toutes ces activités transformèrent la vie des peuples autochtones du Canada. Ils se trouvèrent poussés dans un nouveau mode de vie et devinrent dépendants des produits qu'ils pouvaient obtenir en échangeant leurs fourrures. Ils devinrent dépendants des armes et des munitions qu'ils devaient acheter, ainsi que d'autres biens.

C'étaient là les conséquences de la demande de fourrures de la part des Britanniques et des Européens. Leur vie en fut radicalement transformée, pour le meilleur ou pour le pire, car ils en vinrent à s'éloigner de leur mode de subsistance traditionnel.

Que se passera-t-il si la proposition britannique concernant l'étiquetage est adoptée? Le marché de la fourrure pourrait ne pas s'en remettre. Que se passera-t-il si la Communauté économique européenne décide de prendre des mesures semblables?

Après avoir été encouragés pendant 300 ans à vendre leurs fourrures, les autochtones sont devenus très dépendants à l'égard de cette source de revenu. Tout à coup, à la suite des mesures prises par le gouvernement britannique, ils doivent envisager le retour à une économie de subsistance, voire aux conditions dans lesquelles vivaient leurs ancêtres il y a des siècles. Ce n'est pas une transition facile.

Lorsque les bisons ont été pratiquement éliminés au cours du siècle dernier, les autochtones des plaines ont passé un siècle à s'adapter à un différent mode de vie. Lorsqu'elle est possible, cette adaptation coûte très cher et met trop de temps à se réaliser. Il doit y avoir une autre solution.

Quelle solution nous restera-t-il si les Britanniques réussissent à détruire ce commerce et à retirer au peuple autochtone son seul moyen d'existence et sa seule source de respect, autant d'éléments essentiels qui les rapprochent de la terre et des ressources qui les entourent? Comment les autochtones parviendront-ils à s'adapter? Ceux qui qualifient ce geste de génocide culturel n'exagèrent pas. Nous ne pouvons nous attendre qu'au pire des conséquences.

Ces mesures sont prises par les citoyens d'un pays caractérisé par de très profondes contradictions, comme le soulignait le chroniqueur du *Globe and Mail*, Jeffrey Simpson, dans un article paru en février dernier. De façon très éloquent, M. Simpson rappelait, dans sa chronique du 20 février:

Il y a six ans, lorsque certains éléments de l'Armée républicaine irlandaise ont fait sauter une bombe à Hyde Park, à Londres, causant la mort d'hommes et de chevaux, le public a témoigné presque autant de compassion pour les chevaux que pour les hommes.

● (2250)

Il enchaîne ainsi:

Les Britanniques, voyez-vous, ont une façon bien à eux d'aimer les animaux. Ils poursuivent le renard dans la campagne, ils tirent sur le faisan et la grouse et ils épuisent les chevaux à la course. Ils organisent des courses de pigeons et de saut de grenouilles et ils abattent des animaux de boucherie, comme tout le monde.

Il poursuit en disant:

Les Britanniques chassent, tuent, mutilent et vénèrent les animaux. Ils aiment aussi dire aux autres comment les traiter, ce qui explique en partie pourquoi le gouvernement britannique va maintenant exiger que certaines fourrures portent une étiquette indiquant qu'elle proviennent d'animaux capturés dans des pièges à mâchoires.

Arrêtons-nous sur cette dernière observation.

Les députés des trois partis sont unanimes sur cette question, comme le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien l'a reconnu, il y a un instant. Les Canadiens ont dû se demander sérieusement quelle importance accorder aux droits des animaux. Aucun d'entre nous ne veut qu'ils soient maltraités. Nous ne sommes pas plus cruels que la *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals* ou que les bonnes personnes qui militent en Grande-Bretagne en faveur de l'étiquetage. Nous voulons qu'on fasse des recherches pour rendre les méthodes de piégeage moins cruelles.

Nous invitons le gouvernement britannique à collaborer financièrement à ces recherches pour faire avancer cette cause. Cependant, aucun des trois partis de notre Parlement n'est prêt à faire passer l'amour des animaux avant celui des humains. Nous ne sommes pas prêts à laisser disparaître un mode de vie basé sur le commerce des fourrures depuis plus de 300 ans parce que les Anglais sont obsédés depuis quelque temps par la fourrure alors qu'ils continuent à manger de la viande et à se servir des animaux d'autres façons. Nous ne sommes pas prêts à laisser souffrir des gens de notre pays. Comme quelqu'un l'a dit, on peut empêcher l'adoption de cette mesure sans qu'il en coûte apparemment quoi que ce soit aux Britanniques.

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a suggéré un moyen intéressant de faire connaître aux entreprises britanniques la réaction des Canadiens. Ceux qui veulent aider les peuples autochtones à continuer à pratiquer le piégeage et à conserver leur mode de vie ancestral pourraient organiser le boycottage de certaines entreprises britanniques bien connues qui ont des activités au Canada.

C'est un bon moyen de manifester notre détermination. Mais nous voulons surtout que le secrétaire d'État (M. Clark) nous donne des preuves concrètes que le gouvernement intervient auprès du gouvernement et du Parlement britanniques pour qu'ils renoncent à ce projet et que les Britanniques soient au courant des inquiétudes des Canadiens.

Reconnaissant que la tribune de la presse n'est pas exactement fière de cette soirée, je me demande si les Britanniques seront mis au courant de notre débat par la BBC. Il fait évidemment nuit là-bas, mais il devrait au moins être question demain, dans les informations, de ce débat durant lequel le Parlement canadien a exprimé son inquiétude à l'égard de ce que le modèle des parlements compte faire aux gens dont il ne devrait pas envisager maintenant de détruire la vie, après l'avoir changée si profondément au cours des siècles passés.